# CORNELL

UNIVERSITY

**Novembre 30, 2003**

## Rapport Final
## Cornell University – Analyse Economique

## Tome II:
## Résumé de la recherche

La partie II du rapport final fait la synthèse des résultats analytiques du programme Ilo. La structure du rapport suit la structure du proposition du programme Ilo : 1/ pauvreté : dynamique et causalité ; 2/ la distribution des services sociaux ; 3/ le marché urbain de travail' 4/ agriculture et pauvreté. Les rapports complets des quinze études réalisées dans ce programme peuvent être téléchargés du site: www.ilo.cornell.edu ou peuvent être obtenu dans les bureaux de FOFIFA et INSTAT à Antananarivo (en anglais et en français).

# 1. PAUVRETE: DYNAMIQUE ET CAUSALITE

## 1.1. Dynamique de la pauvreté

L'étude sur la dynamique de la pauvreté (Razafindravono et al., 2001) met à profit un ensemble consistant de trois enquêtes auprès des ménages représentatives au niveau national, menées par l'Institut National de la Statistique (INSTAT), pour examiner l'évolution de la pauvreté à Madagascar entre 1993 et 1997. Ce travail arrive au bon moment étant donné que le gouvernement malgache est impliqué dans l'initiative d'allégement de la dette des PPTE et des efforts pour élaborer une stratégie de réduction de la pauvreté. Il devrait également contribuer à donner une meilleure compréhension de la nature et de l'évolution de la pauvreté dans ce pays de l'Océan Indien, ainsi qu'à éclairer les efforts de réduction de la pauvreté. Bien que de nombreux aspects des corrélations et des déterminants des niveaux et de l'évolution de la pauvreté aient été examinés en profondeur dans le cadre de cette étude, nous voudrions en faire un résumé avec une brève mise en exergue des principaux résultats.

L'incidence de la pauvreté à Madagascar a augmenté, passant de 70 pour cent en 1993 à 73,3 pour cent en 1997 avant d'enregistrer une baisse modeste pour en arriver à 71,3 pour cent en 1999. Cette tendance d'évolution est conforme aux indicateurs macro-économiques. En effet, le PIB réel par tête a augmenté entre 1993 et 1997 puis a baissé suite à des politiques fiscales et monétaires plus strictes. Les changements n'ont pas été ressentis de manière égale dans tout le pays : les provinces d'Antananarivo, Toamasina et Toliara ont eu de bonnes performances vu la baisse de la pauvreté, alors qu'Antsiranana, Fianarantsoa et Mahajanga ont connu un gonflement du rang des pauvres. Même après avoir contrôlé les déterminants de pauvreté comme les statistiques démographiques des ménages, les niveaux d'instruction, les secteurs d'emploi, les superficies des terres possédées, et les chocs environnementaux, nous n'arrivons pas expliquer une grande partie des variations régionales de la pauvreté avec les données dont nous disposons.

Un fait se dégage nettement de cette étude : la pauvreté à Madagascar est un phénomène avant tout rural et agricole. Même si les taux de pauvreté urbaine sont reconnus comme étant élevés, ils ont été sensibles aux chocs macro-économiques – augmentant de 50 pour cent à 63 pour cent entre 1993 et 1997 avant de redescendre à 52 pour cent en 1999 – et sont de loin inférieurs à ceux des zones rurales. Ce qui est pire, c'est que la pauvreté rurale a constamment augmenté pendant toute la période allant de 1993 à 1999. Si l'on veut améliorer le bien-être de la majorité de la population malgache, il est crucial de traiter de la pauvreté dans les zones rurales et agricoles étant donné que le ratio de pauvreté est extrêmement élevé à plus de 75 pour cent et que 8 pauvres sur 10 vivent dans zones rurales et/ou sont engagés dans des activités agricoles. Étant donné l'insensibilité du milieu rural aux réformes fiscales qui ont établi un marché plus ouvert et plus compétitif depuis 1996, il est évident que la libéralisation, bien que nécessaire, ne suffit pas pour résoudre le problème de la pauvreté rurale. Il existe des contraintes structurelles très fortes qui entravent les efforts des pauvres ruraux pour sortir de la

pauvreté. Cela se voit en partie par la forte corrélation – mise en évidence dans cette étude - entre l'enclavement (mesuré par diverses procurations) et les niveaux élevés de pauvreté. Le développement des infrastructures rurales constitue une mesure à prendre pour lever ces contraintes et réduire le degré d'enclavement des ménages.

Nous avons constaté que l'existence de sources de revenus alternatives pour les ménages agricoles, comme les entreprises non agricoles, a contribué à réduire la pauvreté chez les ménages ruraux entre 1993 et 1999. Cependant, le degré d'absorption de telles activités par le marché reste incertain comme le montre la baisse de leur rendement en milieu urbain. De ce fait, les efforts doivent porter sur l'amélioration des capacités à obtenir des revenus chez les 75 pour cent de la population engagés dans la production agricole. Cela est d'autant plus valable que les résultats de cette étude indiquent que la productivité des terres des petits propriétaires a baissé. Comme les pressions démographiques ont abouti à des périodes de jachère plus courtes et à une baisse de la productivité des terres cultivées, les petits exploitants ont augmenté les surfaces cultivées. Les analyses qualitatives montrent que l'extension agricole conduit à une utilisation de terres moins productives et plus fragiles du point de vue environnemental. Même si les données disponibles ne permettent pas de tester cette hypothèse statistiquement, les preuves présentées dans ce rapport sont conformes à l'idée qu'il faut insister sur l'amélioration de la productivité des petits exploitants pour les aider à sortir du cercle vicieux formé par une baisse de productivité conduisant à exploitation de sols fragiles. En outre, l'introduction et/ou le renforcement de services de planification familiale peut contribuer à réduire les pressions démographiques qui sont l'une des causes de l'extension agricole et de ses conséquences.

Enfin, cette étude montre que l'amélioration de la quantité et de la qualité des services d'éducation, en particulier au niveau primaire, contribuera grandement à alléger le poids de la pauvreté dans les zones urbaines et rurales. Malgré le faible taux de rendement de l'instruction primaire et secondaire compte tenu de la qualité actuelle du système éducatif, les très faibles améliorations des rendements ont eu un impact important sur la réduction de la pauvreté. Des efforts ont été menés dans ce sens comme le montre l'augmentation de la scolarisation des enfants âgés de 6 à 14 ans et la position centrale accordée à l'éducation dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. Néanmoins, il reste beaucoup à gagner en termes d'accès à l'école et de qualité de l'enseignement.

### 1.2. Incidence des taxes indirectes

Pour évaluer l'incidence fiscale à Madagascar, une nouvelle méthode était utilisée basée à la fois sur les données d'une étude des ménages et sur un tableau Entrée-Sortie, avec un accent particulier sur les contributions qui se rapportent aux intrants intermédiaires plutôt que sur les biens et services finaux (Rajemison et Younger, 2003). Nous utilisons la-dite méthode pour analyser l'impact des récentes réformes fiscales de Madagascar. Nous trouvons que les effets directs des changements de politique fiscale à

Madagascar dans la fin des années 1990 n'ont pas été régressifs. Les changements en termes de taxes indirectes ont en gros été neutres, alors que la part croissante des taxes directes sur les salaires en ce qui concerne l'ensemble de la pression fiscale pour les ménages a rendu le système un peu plus progressif. Le principal changement fiscal a être régressif a été l'augmentation des taxes sur le kérosène qui est un produit ayant une très basse élasticité de revenu en termes de demande.

Malgré cette conclusion, nous avons trouvé que la pression fiscale à Madagascar s'est déplacée vers les pauvres. Ceci n'a pas été dû aux changements de politique fiscale, mais plutôt à un changement dans le schéma de consommation des pauvres qui sont passés de la nourriture peu taxée et des articles du secteur informel vers des biens du secteur formel qui sont plus lourdement taxés. Ceci pourrait être une conséquence d'une amélioration du niveau de vie des pauvres, ce qui entraîne une part (relativement) plus grande de la pression fiscale.

En termes de méthode, nous avons trouvé qu'en utilisant le tableau Entrée-Sortie pour faire une projection des taxes sur les intrants intermédiaires auprès des consommateurs finaux a fait une différence majeure dans notre analyse de l'incidence fiscale. Les taxes sur les produits pétroliers en particulier, particulièrement celles sur l'essence et le gazole, sont nettement moins progressives que ne le suggère le schéma de consommation finale. Néanmoins, les taxes sur l'essence et le gazole (et non sur le kérosène) demeurent parmi les taxes les plus progressives à Madagascar, même en tenant compte des effets indirects des prix des biens qui utilisent ces produits en tant qu'intrants intermédiaires.

### 1.3. Evaluation des moteurs

Les quatre moteurs sectoriels évalués dans nos études en utilisant le Modèle d'Equilibre Générale Computable ont des effets différents les uns des autres (Dorosh et al., 2003). Deux en particulier – la recherche agricole et les investissements routiers -- ciblent directement les ménages pauvres ruraux. De surcroît, tout ce qui favorise la productivité de production d'aliments de base profitera également aux consommateurs pauvres urbains. Les deux autres moteurs – la Zone Franche et le tourisme – favorisent plutôt les ménages urbains, pauvres et non pauvres. Vu son caractère dispersé, le tourisme a aussi des impacts non négligeables sur les ménages pauvres ruraux. Donc, chacun des moteurs à un rôle différent à jouer dans la lutte nationale pour la réduction de la pauvreté.

La question de spécification des priorités reposera sur une comparaison des impacts bénéfiques avec leurs coûts. Il faut souligner que les analyses présentées ici esquissent uniquement les *impacts* probables des investissements ciblés dans chacun des quatre secteurs. La question des *coûts* doit s'y ajouter afin de compléter le processus de formulation, de sélection et de programmation des choix publics. Nous avons laissé aux spécialistes de chaque domaine technique d'y ajouter une estimation du coût envisagé pour chaque cas spécifique considéré.

En attendant ces contributions complémentaires, ce que l'on peut dire avec certitude dès maintenant est que les bougies qui feront démarrer ces quatre moteurs sont des investissements – en infrastructures, en technologies et en équipements. Si l'on veut changer la dynamique en cours, il faut des investissements. Il faut investir pour assurer les moyens économiques, humains et techniques permettant de mieux faire à l'avenir.

Le secteur public et le secteur privé ont chacun un rôle à jouer. Dans le cas de la recherche agricole et des investissements routiers, il s'agit d'investissements publics. Recherche agricole et routes sont des biens publics dans lesquels les privés n'investiront jamais suffisamment. Mais dans le cas de la Zone Franche et du tourisme, les investisseurs principaux seront des privés. Le rôle des autorités publiques dans ces deux derniers cas sera d'assurer un climat stable et incitatif ainsi qu'une provision en infrastructure – transport aérien, infrastructure douanière, portuaire et routière – nécessaire pour assurer la bonne marche des ces entreprises d'exportation de biens et de services.

La consolidation d'un environnement qui favorisera les investissements privés dans la Zone Franche et dans le tourisme constitue l'une des étapes principales de la lutte contre la pauvreté malgache. Une étape parallèle dans l'exécution d'une campagne multi-sectorielle de lutte contre la pauvreté sera de cibler une série d'investissements stratégiques publics. Ceci nécessitera une série d'évaluations plus détaillés de sélectionnement des investissements publics spécifiques. Pour les produits agricoles, le riz et le manioc dominent comme priorités dans la lutte contre la pauvreté. Pour les routes rurales, on ne peut pas tout faire en même temps. Il faut donc examiner au niveau régional lesquelles seront les plus aptes à déclencher un impact important sur la production rurale. Une évaluation des coûts par rapport aux bénéfices attendus servira à prioriser la séquence d'investissements publics routiers.

Un tel partenariat privé-public qui réussira à amorcer une croissance grâce aux quatre moteurs sectoriels promet de produire des impacts économiques d'envergure. Combinées, ces quatre forces motrices pourront favoriser une réduction appréciable de la pauvreté en milieu urbain ainsi qu'en milieu rural.

## 2. LA DISTRIBUTION DES SERVICES SOCIAUX

### 2.1. Résultats

Notre analyse de l'éducation et des services de santé montre de fortes différences d'accès sur plusieurs dimensions socio-économiques importantes (Glick and Razakamanantsoa, 2001). Les taux d'utilisation de la plupart des services couverts par ce rapport sont plus élevés pour les riches que pour les pauvres et en milieu urbain qu'en milieu rural. Dans certains cas, les disparités sont assez grandes. Ainsi, seuls 56 pour cent des enfants âgés de 6 à 14 du quintile de dépenses le plus pauvre fréquentaient l'école (publique ou privée) en 1999 contre 82 pour cent pour le quintile le plus riche. Le taux de scolarisation est de 15 pour cent inférieur pour les enfants de cette tranche d'âge en milieu rural par rapport aux enfants en milieu urbain. Les disparités par niveau de revenus et par localisation (rural/urbain) se voient également pour les consultations sanitaires formelles et pour les soins prénataux bien qu'elles soient moins prononcées que dans le cas de la scolarisation. Par contre, que ce soit pour l'éducation ou les services de santé, aucune différence de couverture liée au sexe n'a été constatée.

Lorsque nous considérons l'évolution dans le temps, nous rencontrons un point positif : la scolarisation au niveau primaire a augmenté de manière significative après la stagnation du début au milieu des années 90. De plus, cette amélioration s'est produite dans les zones rurales qui sont plus pauvres et contribuent à rétrécir (mais encore loin de fermer) le fossé entre la scolarisation des enfants pauvres et des enfants riches. Comme nous l'avons dit auparavant, ces conclusions positives doivent être nuancées par les réserves émises sur les données. Ces réserves mises à part, le taux brut de scolarisation semble être aussi bon sinon meilleur que la moyenne pour l'Afrique sub-saharienne alors que le taux brut de scolarisation secondaire se situe autour de la moyenne. Cependant, les deux sont encore trop bas et bien en dessous des niveaux atteints par Madagascar il y a deux décennies de cela. Ceci implique que, malgré les améliorations récentes, le niveau moyen de compétence de la force de travail baisse et continuera à baisser. Cela ne prédit rien de bon pour les perspectives de développement de Madagascar.

Une légère amélioration a été constatée en matière de couverture vaccinale : la part d'enfants recevant au moins un vaccin complet est passé de 65 à 75 pour cent, alors que la part de ceux qui ont reçu les 4 vaccins complets est passé de 20 à 26 pour cent. La première augmentation est sans doute le résultat de la campagne AVA contre la polio, ce qui montre que la couverture vaccinale réagit positivement à de tels programmes. Le cas des soins prénataux est moins positif : la part de femmes enceintes recevant des soins prénataux formels a légèrement baissé bien que ces services aient mieux ciblé les pauvres.

Dans l'ensemble, l'évolution des taux d'utilisation des services entre 1993 et 1999 est aussi modeste que l'on s'y attendait compte tenu de l'absence d'évolution majeure des revenus par tête et de la pauvreté à Madagascar pendant cette période. Il est certes vrai que le taux de couverture (utilisation) ne reflète pas seulement la demande qui peut être affectée par les revenus, mais également l'offre de services qui pour des services à

prédominance publique comme ceux étudiés dans ce rapport est largement déterminée par les politiques gouvernementales. La santé est le secteur où des initiatives politiques majeures se sont produites depuis 1993 – notamment la décentralisation et le recouvrement de coût. Sur la base de preuves informelles, nous pouvons dire qu'il est encore trop tôt pour que la décentralisation ait des effets importants sur la prestation de service. Par contre, nos données sur les coûts des soins au niveau des ménages confirment que l'application du recouvrement de coût est plus généralisée qu'avant. Les données d'EPM n'amènent pas une conclusion selon laquelle l'utilisation de services de santé, publics ou dans l'ensemble, a été affectée dans un sens ou dans un autre par cette nouvelle politique. Il faudrait sans doute plus de temps pour pouvoir évaluer les effets réels de ces changements récents dans les politiques de santé.

### 2.2. Options pour rendre les dépenses sociales plus progressives

Notre analyse de l'incidence des services sociaux a donné des résultats qui concordent avec les faits dans les autres pays de la région. De nombreux services, en fait la plupart, sont progressifs dans la mesure où ils sont plus également distribués que les revenus (représentées par les dépenses). Par contre, aucun service, à l'exception de la scolarisation primaire et les soins prénataux peut-être, ne satisfait au critère plus strict de la progressivité par tête ; certains sont même régressifs par tête, ce qui veut dire que les individus aux revenus plus élevés reçoivent une part disproportionnée des avantages. Lorsqu'on parle d'orienter les services sociaux vers les pauvres, on applique généralement le critère de progressivité par tête, que ce soit implicitement ou explicitement. Dans ce sens, la plus grande partie des dépenses sociales à Madagascar ne serait pas considérée comme pro-pauvres. Nous pouvons exprimer ceci autrement : même si de nombreux services servent à redistribuer les ressources vers les pauvres, ils sont loin d'atteindre le niveau visé en matière de transfert de revenus vers les pauvres.

En principe, le contrôle des moyens des participants à un programme pourrait être utilisé pour déterminer l'éligibilité d'un individu à un service et/ou le niveau de subvention approprié pour cet individu. Ceci permettrait de garantir que les dépenses sociales sur le service sont vraiment orientées vers les pauvres ou vers ceux qui en ont le plus besoin. Comme nous le savons bien, le contrôle des moyens est très difficile à réaliser que ce soit du point de vue administratif que politique et là où il a été employé en Afrique, il a généralement échoué (voir Hamner et al., 1999). Néanmoins, les résultats indiquent un certain nombre de manière d'améliorer l'incidence des dépenses publiques.

En premier lieu, une analyse d'incidence fiscale standard montre qu'on peut rendre les dépenses publiques globales plus progressives en réduisant le coût (c'est-à-dire en augmentant la subvention) pour les services utilisés par les pauvres et en augmentant le coût (réduire la subvention) pour les services utilisés par les riches. S'il n'y a aucun changement majeur dans la demande, les changements dans les subventions seront distribués à peu près proportionnellement à la demande courante pour chaque service,

ainsi les pauvres bénéficient par rapport aux riches.[1] En ce qui concerne les soins de santé, ceci voudrait dire qu'une stratégie progressive en matière de recouvrement de coût consisterait à imposer des frais plus élevés dans les hôpitaux, qui sont plus utilisés par les riches, que dans les formations sanitaires de base qui sont les premières sources de soin pour les pauvres. [2]

Dans le domaine de l'éducation, la scolarisation universitaire est dominée par des individus issus du quintile de dépenses le plus élevé, et la scolarisation au niveau secondaire penche également du côté des riches. Les subventions par unité (étudiant) à ces niveaux sont très élevés par rapport à celles du niveau primaire, même en comparaison avec les autres pays de la région. Cela fait que la distribution de l'éducation dans son ensemble est fortement inéquitable à Madagascar. On pourrait instaurer une tendance de dépense plus pro-pauvre dans le domaine de l'éducation en réduisant la subvention par unité pour les niveaux secondaire et universitaire tout en l'augmentant pour le niveau primaire où la participation des pauvres est la plus forte. Dans ce sens, le déplacement des ressources budgétaires de l'éducation de l'université vers les niveaux inférieurs au cours de la dernière décennie constitue un développement favorable. Cependant, l'effet final sur la progressivité des dépenses publiques sur l'éducation sera en fonction du niveau qui a le plus bénéficié de cette ré-allocation des ressources : le primaire ou le secondaire. Les parts du primaire et du secondaire dans les dépenses salariales du MinESEB ainsi que les investissements semblent stables depuis 1994 au moins. Si au lieu de cela les parts du primaire avaient augmenté, on aurait obtenu des effets plus considérables en termes d'équité. [3]

Par un raisonnement semblable, les investissements pour améliorer la qualité des services amélioreront la progressivité des dépenses sociales si elles sont orientées vers les services que les pauvres utilisent les plus. Dans le domaine de la santé, ceci voudrait dire orienter les efforts d'amélioration de la qualité (plus grande disponibilité des médicaments, plus de personnel ou un personnel plus compétent) vers les formations sanitaires de base plutôt, ou plus, que vers les hôpitaux urbains. C'est là un résultat visé par la ré-allocation des ressources et du contrôle administratif vers les districts sanitaires dans le cadre de la Politique Nationale de Santé, cependant, comme nous l'avons fait remarquer, des obstacles d'ordre pratique dans l'application ont limité l'effectivité de cette politique. Dans le domaine de l'éducation, améliorer la qualité des écoles primaires est plus pro-pauvre qu'améliorer la qualité des écoles secondaires et post-secondaires.

La principale idée qui a soutenu notre discussion jusqu'à ce point est que, pour un niveau fixe de ressources publiques et compte tenu des tendances existantes en matière de demande des riches et des pauvres, une ré-allocation du budget entre les différents types

[1] Il faut remarquer que le ciblage par type de service peut être considéré comme une forme crue de contrôle des moyens : nous identifions les pauvres à partir des types de services qu'ils consomment plutôt que sur leurs revenus.

[2] Cette prescription politique doit être accompagnée d'une réserve : s'il est généralement (au niveau national) vrai que les dépenses sur la santé seraient plus équitables, cette politique pourrait pénaliser les pauvres en milieu urbain qui utilisent les soins hospitaliers.

[3] En fait, la Banque mondiale (2000), à partir de l'analyse des données sur le personnel, soutient que le niveau secondaire a probablement plus bénéficié de la ré-allocation que du primaire

de services permet de rendre les dépenses sociales plus progressives. C'est là une directive simple et puissante en matière de politique, mais cela ne mène pas très loin lorsqu'il s'agit de traiter les besoins de Madagascar. Les budgets actuels et – certainement – les tendances existantes en matière de demande sont loin d'être idéaux : personne n'irait contredire le fait que les pauvres utilisent insuffisamment les services existants dans le domaine de l'éducation et de la santé. En fait, lorsque les décideurs politiques et les analystes parlent de rendre les dépenses sociales plus pro-pauvres, ils veulent dire *expansion* des services pour les pauvres en général.

Il faut faire très attention lorsqu'on conçoit des politiques en vue de parvenir à cet objectif. Il ne suffit pas de fixer un objectif d'expansion de la scolarisation au niveau primaire ou des consultations pour soins de santé de base bien que ce soient les services que les pauvres utilisent les plus actuellement. L'essentiel du problème est que les riches consomment également la plupart des types de services publics ; il est donc possible que ce soient eux et non les pauvres qui « captent » (selon la terminologie de Lanjouw et Ravallion, 1999) les augmentations des avantages.[4] Ceci illustre une nouvelle fois l'importance de faire la distinction entre incidence actuelle ou moyenne d'un service, qui peut pencher du côté des pauvres dans une certaine mesure, et l'incidence marginale, qui ne penche pas forcément du côté des pauvres. Lorsque l'objectif est d'augmenter l'utilisation par les pauvres d'un service qui est surtout utilisé par les non-pauvres – par exemple, l'éducation secondaire, empêcher le captage par les non-pauvres devient un problème encore plus grand.

Afin d'augmenter l'utilisation des services par les pauvres – c'est-à-dire orienter les avantages marginaux vers eux- les politiques doivent explicitement traiter des contraintes qui inhibent la participation des pauvres (Castro-Leal et al., 1999). Il est clair qu'à Madagascar l'inaccessibilité des formations sanitaires et des écoles (secondaires) constitue une de ces contraintes. Dans les zones rurales, les formations sanitaires sont souvent éloignées des lieux de résidence, et l'analyse de la demande a montré que la distance réduit la probabilité de chercher à se faire soigner en cas de maladie (Glick et al., 2000). De même, les distances à parcourir pour arriver à une école secondaire sont généralement assez considérables en milieu rural. Il a été démontré que ceci a un fort effet négatif sur la scolarisation. Etant donné que les zones rurales sont également pauvres, il s'ensuit clairement en matière de politique qu'augmenter la présence de formations sanitaires dans le milieu rural augmentera de manière disproportionnée l'utilisation de ces services par les pauvres.

Cependant la distance ne constitue pas la seule contrainte majeure. La scolarisation au niveau primaire reste significativement plus faible chez les pauvres par rapport aux non pauvres, en milieu rural par rapport au milieu urbain, et dans certaines provinces par rapport à d'autres alors que pratiquement toutes les communautés dans le

[4] Certains services ne présentent probablement pas d'intérêt pour les riches. Nous pouvons prendre en exemples les campagnes d'alphabétisation d'adultes ou les programmes de nutrition qui demandent un grand engagement en termes de temps de la part du ménage bénéficiaire. Il est sûr que l'expansion de tels services bénéficiera en premier lieu aux pauvres. Cependant, ces exemples constituent des exceptions dans les pays en développement.

pays ont accès à une école primaire publique située dans leur localité. Comme exposé à la section III, la qualité de ces écoles est cependant mauvaise et les parents y sont sensibles (Glick et al., 2000). Aussi, orienter les efforts d'amélioration de la qualité des écoles (plus d'enseignants ou des enseignants plus compétents, fournitures, etc.) vers les zones rurales ou vers les zones rurales des *faritany* les plus pauvres permettra également d'augmenter de manière disproportionnée la participation des pauvres. Cela s'applique également aux investissements pour l'amélioration de la qualité des services de santé de base en milieu rural.

Le coût constitue un troisième obstacle d'importance. Des faits relevés dans un certain nombre de pays, dont Madagascar (Glick et al., 2000) montrent que les pauvres sont plus sensibles aux coûts des services que les non pauvres. A toutes choses égales, les politiques qui ont pour effet d'augmenter les coûts de scolarisation ou d'utilisation de services de santé pour les ménages réduira la demande plus du côté des pauvres que des non pauvres. C'est là un point que les décideurs politiques devraient garder à l'esprit quand ils envisagent de changer les charges pour les usagers. En pratique, toutes choses ne sont pas généralement égales parce que les recettes provenant des charges peuvent être utilisées pour financer les améliorations si nécessaires dans les services, telle une plus grande disponibilité des médicaments. Ainsi, l'effet net de la participation des pauvres, en termes absolus par rapport aux non pauvres, est incertain. Dans le cas du recouvrement de coût dans le secteur santé à Madagascar, comme nous l'avons dit plus haut, il est sans doute trop tôt pour dire quels seront les résultats de cette politique. Le mieux qu'on puisse dire à ce point est qu'il faut poursuivre un dosage attentif aux changements dans la qualité des services et à l'utilisation des formations sanitaires par les pauvres dans l'application des nouvelles politiques.

Etant donné que l'utilisation des services par les non pauvres constitue un problème majeur lorsqu'on cherche à orienter l'expansion ou l'amélioration des services vers les pauvres, une autre façon de parvenir à plus de progressivité consisterait à amener les riches à utiliser les prestataires privés. L'évacuation des riches du secteur public augmentera automatiquement la part des pauvres dans les dépenses publiques et dans la mesure où le budget global est maintenu, la couverture et/ou la qualité pour les usagers plus pauvres peuvent être également augmentées. Les riches utilisent plus fréquemment les services privés que les pauvres à Madagascar comme partout ailleurs. Cependant, le potentiel pour une politique poussant les riches à se tourner encore plus vers le secteur privé peut être assez limité – non pas parce que le secteur privé malgache est très faible mais parce qu'il est déjà assez bien développé. Dans les pays où le secteur privé dans le domaine de l'éducation et de la santé est peu développé à cause de politiques gouvernementales comme une réglementation excessive ou une prohibition directe, de simples changements législatifs ou administratifs suffiraient à donner au secteur privé la possibilité de se développer pour satisfaire la demande des consommateurs riches. A Madagascar, le secteur privé dans le domaine de l'éducation et la santé reflète déjà les dimensions du marché de la demande probablement. Ainsi, à moins de subventionner fortement les prestataires privés – ce qui va à l'encontre de l'objectif d'accroître la

progressivité des dépenses publiques – les possibilités pour la mise en œuvre de cette politique dans ces domaines restent floues.[5]

Ayant consacré beaucoup d'attention aux politiques destinées à améliorer l'équité des dépenses publiques sur les services, nous devons rappeler que l'équité ne devrait pas être le *seul* critère lorsqu'on investit dans l'éducation et la santé. Dans bien des cas, des investissements nécessaires favoriseront les non pauvres, du moins lorsqu'on considère leurs effets de première vague. Par exemple, la croissance économique exige des travailleurs à haut niveau de compétence aussi bien que des travailleurs peu qualifiés. Il existe donc des raisons d'investir dans l'amélioration de la qualité des écoles post-primaires même si la plupart des bénéficiaires directs sont les enfants de familles riches. Mais étant donné que la croissance économique profite également aux pauvres, les effets de deuxième vague peuvent être significativement pro-pauvres. Dans la même ligne d'idée, subventionner les hôpitaux urbains peut profiter aux riches plus qu'aux pauvres mais les hôpitaux sont d'un autre côté des centres de formation importants pour le personnel médical. Une grande partie de ce personnel formé ira travailler dans les formations sanitaires de base qui servent les pauvres ; ici encore, nous trouvons des effets de seconde vague potentiellement importants en faveur des pauvres.

Finalement, l'expansion des services (par opposition aux simples ré-allocations budgétaires) exigera de toute évidence plus de ressources publiques. Comme nous l'avons vu, les dépenses sur les services sociaux en tant que part du PIB sont faibles à Madagascar en comparaison avec les moyennes régionales. Cependant, il y a des raisons d'être optimiste dans ce domaine à cause de l'allègement de la dette dont Madagascar bénéficie dan le cadre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Une prémisse de base de l'Initiative en faveur des PPTE est que les ressources dégagées par l'allègement de la dette iront en dépenses pour la réduction de la pauvreté. Ceci combiné à l'engagement explicite de Madagascar à réduire la pauvreté devrait conduire à une augmentation et un meilleur ciblage des dépenses sociales dans le domaine de l'éducation et de la santé.

[5] Actuellement, le gouvernement malgache donne des subventions aux écoles privées mais la part de ces subventions dans le budget de l'éducation est inférieur à 1 pour cent (Banque mondiale, 2000 p.73). Dans le domaine de la santé, il a été proposé que le gouvernement subventionne les dépenses de subsistance des médecins libres qui accepteraient d'exercer dans les zones rurales enclavées. Cependant, l'objectif ici serait de subventionner l'accès des pauvres aux services des médecins et non celui des riches.

## 3. LE MARCHE URBAIN DE TRAVAIL

Dans la présente section, nous rassemblons les résultats de l'étude sur le marché urbain de travail (Glick et al., 2003). La discussion est organisée autour des thèmes clé suivants : les tendances de la participation de la main d'œuvre et de la structure de l'emploi; les tendances et les déterminants des revenus; le sexe sur le marché du travail; et les impacts du développement des Zones Franches.

### 3.1. Les tendances de la participation de la main d'œuvre, le chômage, et la structure du marché du travail urbain

La partie de la population qui est économiquement active est plus grande dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et la participation des hommes est plus élevée que celle des femmes. Le chômage rapporté est pratiquement non-existant dans les zones rurales, mais il est probable qu'il y ait un degré important de sous-emploi et de chômage déguisé sous la forme de petit nombre d'heures travaillées ou de faible productivité. Le chômage dans les zones urbaines était, par contraste, élevé en 1993, particulièrement dans la capitale Antananarivo, reflétant une économie en nette amélioration.

Les enquêtes Madio de la population active pour Tana indiquent que la taille de la population active (par rapport à la population) était relativement stable de 1995 à 2001. Ceci reflète en partie les faibles niveaux de migration des zones rurales vers les zones urbaines, et il n'y a pratiquement pas eu de changements dans les caractéristiques de la population active de Tana en termes de sexe, d'âge, et de scolarité pendant cette période.

Les impacts de la crise politique et économique du pays de la première moitié de l'année 2002 peuvent être vus dans les dernières enquêtes Madio sur la main d'œuvre urbaine d'Antananarivo, menées lors de la deuxième moitié de l'année 2002. Le chômage a augmenté de 5% en 2001 à 7,5% en 2002 parmi les hommes de la population active. Cependant, la montée du chômage et la baisse du nombre des actifs sont inférieures à ce qui dans l'ensemble était prévu étant donné la proximité de l'enquête avec la période de crise. Les données enregistrent d'autres réactions – qui, une fois de plus, ne sont pas spectaculaires - à la crise. Il y a une tendance accrue de la part des femmes à prendre des emplois secondaires, peut-être en réponse aux réductions des revenus ou des heures travaillées dans leur premier emploi (pour les femmes, la moyenne des heures mensuelles dans leur premier emploi étaient de 12 heures en moins en 2002 qu'en 2001) ou à la réduction des revenus de leur époux.

En ce qui concerne la structure du marché du travail urbain, Madagascar est remarquable pour la taille relativement petite de son secteur public. Même dans la capitale, l'administration publique et les entreprises privées représentent ensemble seulement 16% de tout l'emploi et 24% de l'emploi salarié. En plus, la part de l'emploi du secteur public a baissé assez brutalement depuis le début des années 1990, surtout pour les hommes.

Le développement le plus spectaculaire du marché du travail urbain – au moins pour la capitale - a cependant été la croissance de l'emploi dans les zones de traitement pour l'exportation (Zone Franche) récemment créées. Les données pour Tana de 1995-2001 révèlent une transformation assez remarquable des schémas de l'emploi des femmes – et, à un moindre degré, des schémas de l'emploi des hommes – sur une période relativement courte. Les femmes se sont déplacées de l'emploi salarié du privé informel vers l'emploi formel dans les entreprises en Zone Franche, ce dernier est passé de 5% de tout l'emploi pour les femmes à 15%. Par contraste, la croissance de l'emploi dans le restant du secteur privé formel a été faible, ne faisant guère plus que de garder le pas avec l'augmentation de la taille de la population économiquement active.

Bien que le dynamisme des zones de traitement pour l'exportation à Madagascar soit impressionnant, sa croissance est partie d'une très petite base. Un tel emploi est essentiellement limité à deux zones urbaines (Tana et Antsirabe) du pays. Il n'a manifestement pas encore altéré la structure de l'emploi dans l'ensemble du pays ou même dans les zones urbaines en général : l'emploi en Zone Franche ne représente qu'environ 1% de l'emploi du pays qui demeure dans sa grande majorité agricole.

En plus, dans les zones urbaines, le secteur des Zones Franches a été celui qui a été le plus négativement touché par la crise de 2002. Incapables de remplir les commandes, la plupart des compagnies de traitement pour l'exportation ont temporairement cessé leurs opérations et mis leur main d'œuvre au chômage. Cet impact est reflété dans l'enquête Madio pour la deuxième moitié de l'année 2002, qui montre une nette baisse du nombre des femmes et des hommes employés dans le secteur. En même temps, la portion de l'activité indépendante s'est accrue, sans doute parce que les individus se sont tournés vers le secteur informel pour remplacer les revenus familiaux venant d'autres sources qui étaient réduites ou éliminées. Cette redistribution – qui est peut-être seulement temporaire – en provenance de l'emploi de traitement pour l'exportation est l'effet le plus spectaculaire de la crise que nous ayons vu dans nos données – bien plus que les changements en termes de taux de chômage ou de revenus parmi les actifs.

### 3.2. Les revenus sur le marché du travail urbain

Les enquêtes annuelles sur la main d'œuvre de Tana indiquent que les revenus réels des employés salariés ont augmenté lors de la période de croissance (de 1997 à 2001), ce très rapidement dans certains secteurs. Les salaires ont le plus augmenté dans l'emploi salarié informel, et au moins dans l'emploi en Zone Franche. Les revenus étaient plus bas suite à la crise dans plusieurs portions du marché du travail par rapport à 2001, bien que, au vu de la sévérité de la crise, les réductions n'aient pas été très grandes.

L'estimation des fonctions des revenus indique que la scolarité a des retours positifs sur le marché du travail, mais les retours sont nettement différents selon le niveau : à la fois pour les hommes et les femmes, les bénéfices d'une année supplémentaire de scolarité en cycle primaire sont bien plus petits que ceux pour une année de scolarité après le cycle primaire. Les faibles retours sur l'enseignement en cycle primaire peuvent

refléter un déclin de la qualité de l'enseignement primaire, ou une disponibilité en augmentation à travers les années 1980 des nouveaux arrivants sur le marché du travail ayant une éducation de cycle primaire combinée à une faible croissance de la demande pour cette main d'œuvre dans le secteur formel.

Les impacts de l'éducation sur les revenus ne sont pas les mêmes dans tous les secteurs du marché du travail urbain. Les retours de la scolarité sont généralement moindres dans la fonction publique que dans les autres secteurs. Pour les deux sexes, les retours semblent être élevés dans l'emploi salarié informel – pour les femmes, les retours sur la scolarité sont statistiquement plus élevés dans l'emploi salarié informel que dans tous les autres types d'emplois salariés. Ces schémas pourraient refléter l'absence de mécanismes institutionnels pour fixer les salaires dans le secteur informel, ce qui fait qu'une plus grande productivité (sans doute une fonction de l'éducation) y est plus volontiers récompensée.

Les niveaux moyens de revenus sont différents selon les secteurs du marché du travail, même en tenant compte des différences dans les caractéristiques des travailleurs des différents secteurs. Malgré le fait que les salaires réels aient augmenté le plus rapidement dans le secteur informel – et malgré les hauts retours induits par la scolarité dans ce cas-ci – les revenus prévus pour l'emploi salarié informel de l'année 2001 étaient bien plus bas que ceux de l'emploi formel (public et privé) à la fois pour les hommes et les femmes. Notamment, à la fois pour les hommes et les femmes, l'emploi en Zone Franche a rapporté une importante prime salariale pour les emplois salariés du secteur informel, et les revenus des Zones Franches sont alignés aux revenus ailleurs dans l'économie du privé formel. Cependant, les salaires du secteur privé formel sont généralement plus bas que ceux du secteur public, ce en tenant compte une fois de plus des caractéristiques des travailleurs.

Ces différences dans les salaires proposés à travers les secteurs pour des travailleurs semblablement qualifiés sont souvent grandes et indiquent des inefficacités dans la façon dont fonctionne le marché du travail urbain à Madagascar. Une explication plausible pour le schéma qui est observé est que les emplois à salaire élevé (particulièrement publics) du secteur formel, dans lequel les salaires sont jusqu'à un certain point fixé par des moyens institutionnels, restent rares, et la main d'œuvre en excès doit donc entrer dans des emplois du secteur informel, où elle fait baisser les revenus.

### 3.3. Le sexe et le marché du travail urbain

Les femmes dans la population active urbaine ont tendance a être sous-représentées dans la plupart des genres d'emploi formel du marché du travail (fonction publique, entreprises publiques, et l'emploi formel autre que celui dans les EPZ) et sur-représentées dans l'emploi informel (travail salarié informel et indépendant). La principale exception à ceci est l'emploi en Zone Franche où, malgré une part croissante d'hommes depuis 1995, elles continuent à prédominer.

Les raisons pour la faible représentation des femmes dans le secteur formel non-EPZ sont difficiles à discerner à partir des données d'enquête que nous avons. Il est difficile de faire la distinction entre les explications basées sur les différentes préférences des femmes et des hommes en termes de types précis d'emploi et celles basées sur la discrimination en termes d'accès à des secteurs ou des métiers particuliers. Dans un modèle logit polynôme de la distribution sectorielle, la présence de jeunes enfants réduit les probabilités d'emploi pour les femmes dans chacune des portions salariées formelles du marché du travail tout en augmentant la probabilité de travail indépendant. Ceci suggère en partie que les femmes choisissent l'emploi salarié informel par rapport à celui salarié formel car le premier est plus compatible que le second avec la maternité – une explication "basée sur la préférence" mais une qui n'est pas obligatoirement la seule.

En ce qui concerne les revenus, il existe peu de différences importantes dans les retours de la scolarité et de l'expérience pour les hommes et les femmes. C'est à dire que, à condition d'être dans un secteur donné du marché du travail salarié, une scolarité et une expérience supplémentaire sont récompensées de manière semblable pour les hommes et les femmes. Ce qui ne revient pas à dire que les hommes et les femmes ayant les mêmes qualifications recevront les mêmes salaires; les niveaux de base salariaux pouvant être différents pour les hommes et les femmes. Pour Tana, nous avons trouvé que les niveaux prévus de salaires pour les hommes et les femmes dans le secteur public sont statistiquement équivalents. Cependant, dans le secteur du privé formel (non-EPZ), les femmes avec une éducation de cycle primaire gagnent légèrement moins que les hommes avec les mêmes antécédents. Et dans l'emploi salarié du privé informel, le fossé entre les sexes est très grand – quelque 50% pour les travailleurs avec une éducation de cycle primaire.

Le fait que les femmes de ce secteur gagnent moins que les hommes à scolarité et expérience égales, combiné avec le fait qu'elles sont représentées de manière disproportionnée dans l'emploi informel, explique en partie pourquoi les femmes de la population active urbaine salariée gagnent en moyenne moins que les hommes (de plus faibles niveaux de scolarité et d'expérience pour les femmes actives est un autre facteur), mais peut aussi être expliqué par les différences sectorielles ou en termes de préférences professionnelles des hommes et des femmes.

Quant aux Zones Franches, un grand préjugé favorable en faveur des hommes en termes de salaires qui existait au départ semble avoir disparu pour l'année 2001. Pour cette dernière année précédant la crise, aucune différence liée au sexe et statistiquement importante en termes de salaires n'a été trouvée une fois que les différences d'antécédents des femmes et des hommes étaient prises en compte.

L'emploi des femmes dans les Zones franches a été (du moins jusqu'en 2002) an augmentation alors que leur emploi dans le travail moins payé du privé informel allait en rétrécissant. Cette redistribution fait partie de l'explication pour la plus grande augmentation des revenus des femmes que des hommes à Tana qu'on peut voir pour la période de 1997-2001. Cela vaut aussi pour le fait que les salaires du secteur informel, bien que bas, aient augmenté le plus rapidement pendant cette période. Cette tendance a

plus profité aux femmes qu'aux hommes, bien que la portion du travail salarié informel des femmes ait été en baisse pendant ces années-là, car les femmes étaient toujours employées dans ce secteur de manière disproportionnée. Si l'emploi des femmes dans le traitement pour l'exportation reprend sa croissance rapide alors que le pays s'éloigne de la crise, leurs revenus moyens devraient continuer à croître par rapport à ceux des hommes dans l'avenir.

Dans la mesure où l'accès des femmes au travail formel bien payé est entravé par leurs responsabilités en termes d'éducation des enfants, le soutien public par des services de crèche est une intervention qui vaut la peine d'être prise en considération (voir Glick 2002). Le besoin pourrait être particulièrement pressant à Madagascar parce que les ménages ont tendance à être petits, ce qui signifie que les femmes ont peu de personnes vers lesquelles se tourner (p. ex., les grands-parents) pour les soutenir.

### 3.4. L'emploi en zone de traitement pour l'exportation : les tendances et les perspectives à venir

Le présent rapport a montré que la croissance de l'activité des zones de traitement pour l'exportation a eu des effets significatifs sur les marchés du travail et sur les travailleurs dans l'économie de la zone urbaine de Tana. En termes de salaires, elles représentent un grand pas par rapport à l'emploi du secteur informel pour les deux sexes mais particulièrement pour les femmes. Pour les femmes aux niveaux d'éducation bas, ceci est particulièrement important, car de telles femmes pourraient avoir peu d'options de travail autre que le secteur informel. En termes d'un nombre d'aspects non-pécuniaires du travail (la disponibilité de soins médicaux et de congé payé, l'appartenance à un syndicat, la disponibilité d'un emploi continu), le travail en Zone Franche tend à s'aligner avec l'emploi du secteur public et à être supérieur aux autres emplois salariés du privé, même ailleurs dans le secteur formel.

L'emploi en Zone Franche fait montre de quelques schémas de base vus dans les débuts des industries de traitement pour l'exportation ailleurs dans le monde en développement : la main d'œuvre est surtout féminine, semi-qualifiée (en termes d'antécédents d'éducation), et jeune. Cependant, à la différence des autres contextes (du moins, de certains), la population active ne vient pas en majorité des migrants ruraux-urbains; être marié n'est pas une barrière à l'emploi des femmes dans ce secteur; avoir des jeunes enfants a une influence négative à l'entrée, mais l'impact est semblable à celui pour les autres types d'emploi salarié formel, y compris dans le secteur public. Les taux de formation offerte par l'employeur et de promotion parmi des ceux qui ont été embauchés relativement récemment sont comparables ou meilleurs qu'ailleurs dans l'économie urbaine formelle, à la fois pour les hommes et les femmes.

L'analyse des données Madio de 1997-2001 révèle plusieurs tendances importantes en ce qui concerne les revenus en Zone Franche. Le salaire réel à l'heure pour les deux sexes a augmenté plus lentement dans les Zones Franches que dans l'emploi du secteur informel et généralement plus lentement qu'ailleurs dans l'économie formelle, bien que ce secteur était celui dont la croissance était la plus rapide. Ceci pourrait

simplement indiquer que les employeurs des Zones Franches ont bénéficié d'un réservoir très élastique de main d'œuvre pour le secteur – parce que les autres secteurs étaient moins rémunérateurs (l'emploi informel) ou parce que les bons emplois étaient en réalité rationnés ailleurs (p. ex., l'administration publique). Bien que l'augmentation lente des salaires réels n'est pas en soi un phénomène favorable, la tendance suggère bien que le développement à venir du traitement pour l'exportation ne va pas bientôt devoir faire face à des marchés du travail restreints et à des coûts de main d'œuvre en hausse, tel que cela s'est passé à l'Ile Maurice voisine pour le début des années 1990. Il faut aussi se souvenir que bien que la prime salariale des Zones Franches soit en baisse comparée à celle de l'emploi informel, elle demeure très grande.

Une autre tendance qui est remarquable depuis le milieu des années 1990 a été le nombre croissant de travailleurs masculins dans les Zones Franches, de 16% en 1994 à 31% en 2001. Une telle tendance dans les secteurs du traitement pour l'exportation a souvent été associée à la remise à niveau technologique et des compétences, à un passage à l'industrie lourde ou à un rétrécissement des marchés du travail. Ceci ne semble pas être le cas des zones de traitement pour l'exportation de Madagascar qui sont encore jeunes.

Dans certains pays, il s'est avéré que l'emploi dans le traitement pour l'exportation consistait, pour les femmes, essentiellement en emplois à court terme avec un haut taux de roulement et aucune perspective d'avancement. Les résultats généralement positifs par rapport aux revenus, aux avantages, et en particulier, à la promotion et la formation en Zone Franche, prouvent-ils que ce schéma n'est pas applicable à Madagascar ? Pas tout à fait. Le secteur est encore trop jeune pour faire un tel jugement : même pour 2001, peu de travailleurs auraient eu l'opportunité d'être dans leurs compagnies pour plus de quelques années. Les préoccupations liées à l'investissement en capital humain dans ce secteur sont de savoir si les compagnies vont se mettre à un niveau de technologie plus sophistiquée tout en fournissant la formation adéquate à leurs employés, et si les Malgaches seront formés en nombres suffisants pour atteindre des positions de direction. Ces changements pourraient à leur tour avoir des impacts différentiels selon le sexe. Une observation à plus long terme sera nécessaire pour évaluer ces résultats.

Tout de même, l'analyse du présent papier suggère que l'emploi dans les zones de fabrication pour l'exportation a été, et promettent de continuer à être, avantageux pour les travailleurs malgaches, particulièrement pour les femmes. Les limites de notre analyse doivent être notées, en sus de l'absence d'une perspective à plus long terme qui vient d'être notée. Le développement des Zones franches a des impacts potentiels plus grands qui, tout en étant importants, sont au-delà de la portée d'enquête du présent document. Ceux-ci incluent les effets de retombée sur les autres secteurs de l'économie, qu'ils soient positifs – p. ex., à travers des liaisons industrielles en aval – ou négatifs – p. ex., à travers une concurrence pour la main d'œuvre et autres ressources, ou en augmentant la pression fiscale sur les entreprises nationales qui ne bénéficient pas des exonérations des entreprises dans les EPZ. Les expériences à travers le monde en développement suggèrent que, alors qu'il existe des bénéfices potentiellement grands pour les EPZ en termes d'emploi et de change, ce qui a été noté concernant les questions telles que celle du transfert de technologie, des liaisons en aval, et de la contribution globale à la

croissance est franchement mitigé (voir Kusago et Tzannatos 1998; Cling et Letilly 2001).

Il est aussi important de se souvenir que l'emploi en EPZ constitue toujours un minuscule pourcentage de l'emploi global à Madagascar, et son impact sur la pauvreté a donc été très petit à ce jour; nous ne pouvons réellement parler en termes de ce que les impacts seront si la croissance continue.[6] Il pourrait éventuellement avoir des contraintes à davantage de développement sous forme d'infrastructure inadéquate ou de manque de main d'œuvre qualifiée (Cadot et Nasir 2001). En ce qui concerne ce dernier point, notez que les travailleurs en Zone Franche, bien que n'ayant pas un haut niveau d'éducation, ont tout de même tendance à être mieux scolarisés (environ 8 années) que la moyenne du pays (environ 4,5 années pour les individus de 20 à 30 ans). Des baisses du nombre d'inscriptions dans le cycle primaire ont été constatées à Madagascar jusqu'au milieu des années 1990. Bien que les inscriptions aient plus récemment repris (voir Glick et Razakamanantsoa 2001), les niveaux moyens de capital humain de la main d'œuvre ne peuvent que baisser avant qu'ils ne montent. Etant donné les exigences minimums de compétences de l'industrie du traitement pour l'exportation, le plus grand nombre des Malgaches, qui ont peu ou pas de scolarité, ne sera pas en position de profiter de ce développement, limitant en bout de compte les impacts sur la pauvreté.[7] Enfin, et c'est peut-être ce qui pour le moment est le plus important, le développement continu du secteur du traitement pour l'exportation n'est pas du tout certain du fait des effets persistants de la crise de 2002. Il est trop tôt pour dire si l'investissement étranger qui est parti reviendra dans son entièreté et si de nouveaux investissements seront attirés dans le pays.

[6] Ceci est ce que Nicita et Razzaz (2003) tente de faire de manière rigoureuse. Leurs simulations indiquent qu'une croissance soutenue pendant 5 ans de 20% par an du secteur textile ferait augmenter les dépenses de consommation de plus d'1 millions de malgaches d'une moyenne de 24%.

[7] De plus, à cause de la mauvaise qualité de la scolarité à Madagascar (voir Banque mondiale 1995), il est dit que les compétences des travailleurs qui sont nominalement éduqués sont faibles par rapport aux exigences de l'industrie et se comparent négativement aux main d'œuvre de EPZ d'Asie et de l'Inde. Ceci est suggéré par les entretiens avec les directeurs de compagnies et rapporté dans Cadot et Nasir (2001).

# 4. AGRICULTURE ET PAUVRETE

## 4.1. Liens entre l'agriculture et la pauvreté

Des liens étroits existent entre l'agriculture et la pauvreté dues à quatre caractéristiques inhérentes au secteur agricole : décalages biologiques entre intrants et produits agricoles, un environnement de haut risque, des problèmes d'action collective, et une faible élasticité de l'alimentation sur le revenu. Une des premières leçons que nous avons apprise au cours du dernier quart de siècle est que les rapports entre la pauvreté et l'agriculture vont bien au-delà de l'observation de Schultz, certes encore valable, d'après laquelle la plupart des pauvres tirent au moins une partie de leur revenu de l'agriculture**.** Quatre caractéristiques particulières de l'agriculture font qu'il est plus que jamais important de les considérer dans une étude de la pauvreté.

En premier lieu, les décalages biologiques entre l'utilisation des intrants et la consommation ou la vente des produits agricoles sont relativement importants dans les activités agricoles et d'élevage. Cela engendre des problèmes de prévision et gestion des flux monétaires au niveau des exploitants agricoles, ce qui amplifie les effets négatifs de la défaillance des marchés financiers sur les investissements et la productivité, défaillance qui d'ailleurs est à l'origine du marasme dans tous les secteurs, mais qui frappe durement et surtout le secteur agricole.

Deuxièmement, ces décalages biologiques ajoutés à une dépendance très forte envers les facteurs exogènes tels que la pluie, les maladies phytosanitaires et l'invasion d'insectes nuisibles sont habituellement à l'origine de l'incertitude et du risque temporel pour les agriculteurs. Dans la mesure où de tels risques amènent ces agents à commercialiser des quantités réduites, une incertitude relativement grande entraîne donc une croissance plus lente des revenus escomptés (Rosenzweig et Binswanger, 1993).

En troisième lieu, l'agriculture dépend dans une très forte mesure des ressources naturelles dont l'exploitation nécessite une coordination pour ne pas opposer productivité et investissement. Il est rare que les producteurs dans d'autres secteurs rencontrent des problèmes de la même ampleur, et par la suite, passent beaucoup de leur temps et ressources à essayer de surmonter ces obstacles.

En dernier lieu, du fait que les consommateurs rencontrent des limites physiologiques à la consommation de denrées alimentaires, l'élasticité des revenus sur la demande pour la plupart des denrées agricoles est inférieure à 1, conduisant à une détérioration continue des termes de l'échange agricole. Comme conséquence, les parts de surplus revenant à l'agriculture ont tendance à diminuer dans le temps; il en résulte l'abandon de l'agriculture lorsque les populations deviennent plus riches. Ces quatre caractéristiques font de l'agriculture un secteur important pour l'étude de la pauvreté.

## 4.2. Que savons-nous de la pauvreté ?

*a. La pauvreté est surtout un phénomène rural.*

Selon les estimations de l'INSTAT (2003), environ 85% des pauvres à Madagascar vivaient en zone rurale en 2001 (tandis que la population rurale représente 77% de la population totale de Madagascar). En outre, la plupart des pauvres dans les zones rurales travaillent dans le secteur agricole, ce qui signifie que le développement agricole devrait particulièrement bénéficier aux pauvres.

*b. Il existe un rapport très étroit entre la pauvreté et les actifs de chaque ménage (capital humain, capital en ressources naturelles, et ou biens matériels), ainsi que les technologies utilisées.*

De nombreuses études ont montré les faiblesses ainsi que la dégradation du secteur de l'éducation à Madagascar (Banque Mondiale, 2002). Ceci a des impacts sur les niveaux de pauvreté. Par exemple, Razafindravonona *et al*. (2001) ont montré que le niveau d'éducation de la couche la plus pauvre de la population est nettement plus faible que celui du quantile le plus riche. Randrianarisoa et Minten (2003) ont démontré que dans le cas de Madagascar, l'accès à l'éducation primaire va de paire avec une productivité agricole substantielle.

Par ailleurs, les pauvres à Madagascar ont accès à moins de ressources naturelles et capital physique. L'analyse dans les chapitres précédents montrent que les pauvres dans le secteur agricole possèdent moins de terres (Minten et Razafindraibe, 2003) et de bétail (Ralison, 2003), qu'ils utilisent très peu d'intrants modernes, engrais ou fertilisants et semences améliorées (Minten et Ralison, 2003) ou des technologies améliorées tel que Système de Riziculture Intensif ou SRI (Barrett et Moser, 2003) et qu'ils investissent peu dans des actions d'amélioration de la terre agricole (Minten et Ralison, 2003).

*c. Conditions géographiques et environnement biophysique influent sur la pauvreté.*

La pauvreté chronique est fortement liée à la situation géographie, aussi bien à l'échelle des nations qu'au niveau des régions sous-continentales (Bloom et Sachs, 1998 ; Gallup et Sachs, 1998) de même qu'à l'échelle intra–nationale (Hentschel *et al.*, 2000 ; Mistiaen *et al.*, 2003). Les ressources naturelles telles que le sol, les forêts et l'eau représentent un intrant très important en économie rurale. Les maladies infectieuses et autres maladies dépendant du climat, constituent des menaces pour l'activité de production. La gestion locale a une influence sur la fourniture de biens publics, et le caractère périssable et la faible valeur du ratio valeur-quantité des matières premières font que l'accès au marché est crucial pour la rentabilité des activités. La géographie conditionne et détermine ainsi vraiment le degré de pauvreté.

Ceci est confirmé dans le cas de Madagascar. Stifel *et al*. (2003) ont souligné le lien étroit entre l'éloignement et la pauvreté. Ils ont montré que les ménages éloignés ont peu d'accès aux marchés (aussi bien marché des intrants et des produits agricoles que marchés financiers) et qu'ils utilisent peu de technologies productives. Ils souffrent aussi des faibles niveaux des prix de vente des produits agricoles et des coûts de transaction élevés. Les agriculteurs qui vivent dans un environnement biophysique ingrat sont aussi

plus pauvres. Minten et Ralison (2003) montrent que la probabilité d'être plus pauvre est plus élevée pour les exploitants qui vivent dans les zones plus marginales (pentes de collines, zones arides et semi–arides, etc.), ainsi que dans les zones avec peu d'infrastructures telle que des systèmes d'irrigation ou des routes.

*d. Les conditions à la naissance des individus ou des ménages entrent en ligne de compte dans leur niveau de pauvreté. Toutefois, elles ne constituent pas la seule explication de la situation de pauvreté.*

Certaines personnes sont nées dans la pauvreté et ont des difficultés pour en sortir, parce qu'elles n'ont ni le niveau d'éducation convenable, ni les conditions de santé nécessaires, ni une nutrition adéquate pour acquérir de bonnes conditions physiques et capacités intellectuelles au début de leur vie (Loury, 1981 ; Strauss et Thomas, 1998 ; Basu, 1999). Ceci parce qu'elles n'ont pas hérité suffisamment de terre ou de capital pour compléter leur capital humain, ou encore parce qu'elles ne peuvent pas utiliser efficacement leurs actifs pour générer un revenu monétaire (Carter et May, 1999).

D'autres personnes par ailleurs commencent leur vie avec plus de chance mais tombent dans la pauvreté à cause d'un choc ou d'une série de chocs. Les cataclysmes naturels et les guerres civiles sont tragiques non seulement à cause des déplacements et des privations temporaires qu'ils provoquent, mais surtout parce qu'ils effacent en un clin d'oeil ce que les ménages ont réalisé au prix d'une épargne et d'investissements. Des perturbations passagères peuvent avoir des effets persistants ou durables sur la pauvreté (Hoddinott et Kinsey, 2000). Les deux effets se renforcent souvent mutuellement par le fait que ceux qui commencent dans la vie avec moins d'atouts en main sont ceux qui souffrent le plus des chocs qui les frappent et les abattent dans leur lutte pour sortir de la pauvreté (Dercon, 1998 ; Barrett et Carter, 2001).

A Madagascar, il existe peu d'études sur les mauvaises conditions de départ dans la vie de certaines parties de la population. Certains auteurs établissent les relations entre les groupes défavorisés et le système de caste qui persiste dans certaines parties du pays (Galy, 1999 ; Evers, 1997). Toutefois les chocs constituent aussi une raison importante pour expliquer la pauvreté. Chérel–Robson et Minten (2003) montrent le nombre élevé de risques caractéristiques pour l'agriculture et le milieu rural à Madagascar. Freudenberger (1999) montre dans le cas d'un village de la province de Fianarantsoa comment des décès successifs survenus dans une famille peuvent aboutir à un anéantissement du cheptel familial, étant donné la coutume qui prévaut dans la région d'abattre les zébus à l'occasion des funérailles.

*e. Il existe une relation forte entre pauvreté et activités extra-agricoles.*

Le rôle des activités non-agricoles comme facteur facilitant la sortie de la pauvreté a été largement sous-estimé dans l'économie agricole et du développement. Une série d'études récentes (pour le cas de Madagascar, voir l'étude de Randrianarison, 2003) a mis en évidence une relation positive entre revenu extra-agricole et les indicateurs de bien-être des ménages ; en particulier, le fait est qu'une plus grande diversification des

sources de revenu peut provoquer une croissance plus rapide des revenus et de la consommation. Dans les zones où le nombre des pauvres sans terres s'accroît rapidement, l'économie rurale non-agricole deviendra essentielle pour les stratégies de réduction de la pauvreté.

*f. L'accès aux marchés financiers est déterminant pour la réduction de la pauvreté.*

La plupart des problèmes des pauvres en milieu rural provient dans une large mesure du manque de capital et de crédit nécessaires pour investir dans la croissance de la productivité agricole ou pour préserver le capital naturel. Les systèmes de crédit formel et informel fonctionnent mal à Madagascar. La productivité reste à la traîne parce que quand les exploitants n'ont pas accès au crédit ou à l'assurance qui leur permettra d'ajuster la consommation à travers le temps, suivant les circonstances, ils trouvent inévitablement d'autres alternatives de marché par le biais desquels ils peuvent obtenir un "quasi–crédit". Par exemple, des agriculteurs vendent leur récolte de riz à bas prix immédiatement après la récolte, tout en sachant parfaitement qu'ils seront amenés à racheter les mêmes produits quelques mois plus tard à un prix considérablement plus élevé. Compte tenu d'un besoin immédiat de liquidités pour diverses raisons mais n'ayant pas accès au crédit ou à l'épargne, les agriculteurs empruntent habituellement à travers les marchés de produit.

D'autres agriculteurs utilisent les marchés du travail pour les mêmes finalités, travaillant en vue de salaire monétaires durant la saison de plantation alors que plus de temps passé sur leur propre exploitation pourrait leur permettre d'utiliser une méthode culturale débouchant sur des rendements significativement plus élevés, et en conséquence une productivité plus grande du travail dans le futur. Un salaire journalier faible, au jour le jour, peut être plus que suffisant pour compenser la productivité ratée, même quelques mois plus tard (Moser et Barett, 2003).

### 4.3. L'importance du ciblage dans l'assistance au développement

*a. Les budgets étant limités, il est nécessaire de cibler les interventions.*

La plus importante leçon apprise de la recherche sur la pauvreté rurale du dernier quart de siècle passé est très probablement le besoin de faire la distinction entre pauvreté passagère et pauvreté chronique. Du fait que les pauvres à titre temporaire n'ont pas besoin d'assistance directe pour se relever et sortir de la pauvreté, le dynamisme des donateurs et des gouvernements dans la lutte contre la pauvreté devrait dépendre inversement de ce critère de *temporaire*. La distinction fondamentale entre pauvreté temporaire et pauvreté chronique implique une orientation de l'assistance directe sur les *chroniquement pauvres* qui ne peuvent pas sortir de la pauvreté sans une telle assistance; des filets de sécurité pour les passagèrement pauvres afin d'éviter qu'ils ne deviennent pas chroniquement pauvres; des aides structurelles pour aider les chroniquement pauvres à se relever d'une longue privation et pour leur permettre de se frayer un chemin de leur propre initiative pour surmonter les principaux obstacles.

*b. Un ciblage géographique doit être entrepris pour des zones de pauvreté chronique étendues telle que la province de Fianarantsoa.*

Il existe différentes méthodes pour cibler les interventions. Trois méthodes en particulier méritent d'être mentionnées : le ciblage géographique, par indicateur et l'auto-ciblage. Le ciblage géographique est probablement le moyen le moins onéreux et il convient parfaitement dans presque toutes les zones de pauvreté chronique, notamment dans la province de Fianarantsoa (Razafindravonona *et al*., 2000 ; Minten et Randrianarison, 2003). De même, le ciblage géographique peut être valable pour des interventions ponctuelles de filets de sécurité : distribution d'aides alimentaires consécutive à des catastrophes naturelles de telle façon que des perturbations à court terme des sources de revenus et de nourriture ne provoquent une blessure de longue durée pour les populations affectées.

*c. Le ciblage par indicateur est nécessaire comme complément du ciblage géographique.*

Du fait que la variation dans les revenus a tendance a être au moins de la même ampleur au niveau des régions (et même au niveau des villages) aussi bien qu'entre elles à l'échelle de Madagascar (Mistiaen *et al.*, 2003), le ciblage géographique à lui seul ne touchera pas une grande partie des pauvres. En plus des zones de pauvreté aiguë et largement éparpillées, les organisations non gouvernementales et les gouvernements doivent identifier des seuils mesurables en unités immédiatement disponibles (exemple: superficie des terres agricoles, taille du cheptel, niveau d'éducation atteint) et identifier les « chroniquement pauvres » qui tombent en dessous de ces seuils. D'où l'importance du ciblage à l'aide d'indicateur. On doit cependant garder à l'esprit que la méthode de ciblage par indicateur n'est appropriée dans la lutte contre la pauvreté chronique que si des liens causaux sont fortement établis entre les indicateurs utilisés et de faibles mesures de bien-être.

*d. L'auto-ciblage est utile dans les cas d'urgence.*

Ce mécanisme de ciblage peut être particulièrement utile pour les filets de sécurité. Ces instruments comprennent par exemple les formules à haute intensité de main-d'œuvre ou « vivres contre travail », les subventions sur les denrées alimentaires inférieures (tel que le manioc à Madagascar)(voir Ravelosoa *et al.*, 1998) ou les distributions de denrées alimentaires, de vêtements ou d'argent induisant de longues queues qui incitent donc les non pauvres à se retirer de leur plein gré du lot des bénéficiaires. Les programmes auto-ciblés tels que les travaux publics peuvent constituer des instruments adéquats pour déployer des actions d'aide d'urgence comme l'ont confirmé les expériences en Asie de l'Ouest, Sud-Afrique et Argentine (Ravallion, 1991 ; von Braun, 1995) dans la mesure où ils agissent en tant que mécanismes automatiques qui protègent des chocs de revenus ou autres qui mettent en danger les couches vulnérables de la population. Ces chocs peuvent inclure également les périodes de soudure ou de pénuries saisonnières auxquelles les petits exploitants doivent se confronter et qui limitent largement le niveau de leurs investissements (Barrett *et al.*, 2001). Cependant, le mécanisme d'auto-ciblage ne fonctionne souvent pas face à la

pauvreté chronique, particulièrement lorsque les marchés fonciers et financiers font défaut, ce qui provoque une variation considérable entre ménage en termes de profits marginaux obtenus sur le travail, ou lorsque les agences tentent d'atteindre plusieurs objectifs à la fois (Barrett *et al.*, à paraître).

*e. Différents facteurs sont importants pour un ciblage effectif.*

Le processus de ciblage ne tourne pas seulement autour de qui assister, où, et quand mais également autour de comment et avec quels moyens. Les questions de *comment* et *avec quels moyens* dans le ciblage reçoivent trop peu d'attention bien qu'elles soient d'une importance particulière face à la pauvreté chronique. La raison est simple: pour permettre aux chroniquement pauvres de commencer à accumuler des actifs de production, on doit connaître les éléments qui limitent le plus leurs choix. Le problème est-il dû essentiellement au caractère insuffisamment productif des actifs, ce qui nécessiterait des technologies améliorées pour améliorer les rendements, ou un meilleur accès au marché pour améliorer les termes de l'échange pour les biens et services vendus par les chroniquement pauvres? Ou s'agit-il plutôt d'un problème d'insuffisance d'actifs productifs et si tel est le cas, quels sont ces actifs ? S'agit-il de la terre, ce qui serait une justification possible pour une réforme foncière progressive ? S'agit-il du capital humain, ce qui serait une raison d'être d'un investissement public plus important dans les secteurs sociaux tels que l'éducation, la santé, la nutrition et sans doute particulièrement pour les jeunes enfants ? Ou le besoin consiste-t-il essentiellement à un accès plus large aux services financiers de telle sorte que plus de ménages pourront entreprendre des investissements adéquats répondant à leurs conditions et capacités spécifiques.

Les éléments ci-dessus exposés sont les piliers des stratégies de développement depuis des dizaines d'années. Il y a peu de nouveautés à offrir, autre que la simple observation que chaque cas est spécifique. Des politiques efficaces de lutte contre la pauvreté chronique dépendent d'une politique de recherche empirique minutieuse adaptée aux conditions locales. Les chercheurs ont le devoir de développer les outils et informations susceptibles de fournir aux décideurs politiques des renseignements valables et à jour sur les questions du qui, du quoi, du où, du quand et du comment du ciblage qui constituent l'essence même des stratégique de réduction de la pauvreté.

### 4.4. Développement rural à Madagascar : quelle voie suivre?

*a. Il existe plusieurs voies pour sortir de la pauvreté. Il n'existe cependant pas de formules simples, passe-partout pour réduire la pauvreté dans les zones rurales.*

Il existe plusieurs voies pour sortir de la pauvreté rurale, aussi devrait-on se garder de présenter une description trop simple ou machinale. Pour certains, la voie optimale passe par une intensification de l'agriculture et la commercialisation des produits agricoles. Pour d'autres, cette voie de sortie consiste en une migration vers les zones urbaines. Pour d'autres encore, la stratégie consiste en une transition progressive du secteur agricole vers des activités rurales non agricoles. Certains procéderaient avec une combinaison de ces stratégies. La solution n'est pas de trouver quelle voie précise à

suivre, car elle variera clairement dans le temps, dans l'espace et même avec les individus dans un même lieu et au même moment. La clef est plutôt l'existence d'*une* voie de sortie de la pauvreté, une stratégie suivant laquelle les choix optimum de moment conduisent, conformément aux prévisions, à une accumulation d'actifs productifs suffisants de façon à permettre au ménage de réaliser un surplus à investir, après déduction des besoins de consommation immédiate, et ainsi de suite : une accumulation régulière de biens productifs et de bénéfice, et une forte croissance de tous (ou du moins de la plupart) des indicateurs de bien-être. Le problème de la pauvreté est même plus complexe que la simple absence d'accumulation d'actifs productifs. Il s'agit également de prévenir la décadence. D'où l'importance des transferts et interventions pour résoudre les carences des marchés financiers de telle sorte que les ruraux pauvres puissent conserver leur capital déjà rare pour faire face aux chocs.

*b. Par nature, la pauvreté a un caractère provisoire. Des filets de sécurité sont nécessaires pour les non-pauvres ou les pauvres temporaires. Les pauvres chroniques ont besoin d'aide structurelle.*

Des résultats récents ont établi que la pauvreté est par nature essentiellement transitoire. Les mesures de politique peuvent faire une grande différence pour les pauvres chroniques c'est-à-dire ceux qui ne peuvent pas sortir de la pauvreté par eux-mêmes, sans assistance externe. Une telle assistance peut venir directement sous forme de transferts ou indirectement, sous forme de réformes politiques qui provoquent un changement d'attitude conduisant à une sortie des pauvres de cette sphère de la pauvreté. Les interventions contre la pauvreté peuvent prendre une des ces deux formes.

La première intervention est communément perçue comme des filets de sécurité qui préviennent les gens de tomber dans la pauvreté ou plus souvent, qui protégent ceux qui sont dans la pauvreté de devenir plus pauvres au point de ne plus pouvoir se relever d'une telle situation par eux-mêmes. Les programmes d'aide alimentaire d'urgence, l'assurance pour les récoltes ou les couvertures contre le chômage ainsi que l'assistance en cas de cataclysme sont des exemples courants d'interventions par le moyen de filet de sécurité.

La seconde intervention est destinée à aider les gens à sortir de la pauvreté. Nous les qualifierons de aides structurelles. Des exemples courants de mesures de aides structurelles incluent les réformes foncières, les programmes ciblés de nutrition, les programmes de subvention et micro-finance, etc. Tandis que les filets de sécurité tiennent simplement les gens en les protégeant pour ne pas tomber plus bas, les aides structurelles sont utilisés pour aider les grimpeurs à surmonter les obstacles et à lever les barrières, en venant à bout des forces qui pourraient encore les tirer vers le bas. Les filets de sécurité sont adaptés aux non-pauvres et aux temporairement pauvres pour les maintenir hors de la pauvreté. Les pauvres chroniques requièrent les aides structurelles.

*c. Des politiques macro-économiques adéquats sont nécessaires mais non suffisantes pour la réduction de la pauvreté. A Madagascar, les interventions doivent également se faire au niveau méso et micro.*

L'impact des réformes macroéconomiques et sectorielles des vingt dernières années à Madagascar s'est fait très peu sentir sur les conditions de vie des populations rurales en raison d'importants problèmes structurels au niveau micro et au niveau méso (voir aussi IFPRI/FOFIFA, 1999) :

- *le niveau méso.*
Dans les zones reculées, les bénéfices tirés du commerce ne sont pas perçus. Le surplus commercialisé et l'adoption de technologies améliorées sont faibles. Les coûts de stockage, le crédit saisonnier et les coûts de transports sont élevés, provoquant une forte variation saisonnière avec des effets négatifs pour les pauvres dont la plupart sont des acheteurs nets de riz. La productivité agricole est faible et stagne, avec des taux dérisoires d'adoption de nouvelles méthodes de culture telle que le système de riziculture intensif ou SRI. Et la demande en biens et services non-agricoles est faible, ainsi l'agriculture reste la principale source de revenu pour la population rurale malgache.

- *le niveau micro.*
Le défi pour la réduction de la pauvreté chronique en milieu rural dépend de l'accroissement du stock d'actifs des ménages (exemple éducation), de l'amélioration de l'accès aux marchés (en particulier les marchés financiers), de l'adoption de technologies plus productives et durables et d'une moindre exposition aux chocs exogènes. Autant que possible, les actions devraient être ciblées (géographiquement ou par indicateur).

Pour améliorer la productivité agricole et réduire la pauvreté dans les zones rurales, les interventions nécessaires au niveau méso et au niveau micro à Madagascar comportent principalement ce qui suit :
- développement de technologies agricoles plus productives pouvant résister aux chocs naturels et accessibles aux pauvres;
- amélioration de l'infrastructure routière, accès aux crédits et sécurité améliorée pour réduire les coûts de transactions sur les marchés;
- promotion d'institutions locales pour réduire les coûts de coordination entre producteurs (ce qui serait bénéfique pour la commercialisation des produits agricoles, l'achat d'intrant, la sécurité, ainsi que la gestion de l'eau et des terres agricoles);
- développement des activités non-agricoles dans les villes secondaires qui ont des relations étroites avec les zones rurales;
- fourniture des services sociaux pour améliorer la productivité du travail des pauvres.

Enfin, pour assurer la réussite des interventions en vue de réduire la pauvreté, il est important de continuer à écouter directement les pauvres, de telle sorte qu'ils soient impliqués dans un processus réellement participatif. Un exemple d'un tel exercice - et une condition préalable à toute intervention - est présenté dans l'analyse de '*la voix des clients'* concernant les priorités de développement (Chérel-Robson et Minten, 2003).

## Références


Barrett, C.B., Carter, M.R., Can't get ahead for falling behind: new directions for development policy to escape poverty and relief traps, Choices, 16(4), pp. 35-38

Barrett, C.B., Bezuneh, M. and A.A. Aboud, Income Diversification, Poverty Traps and Policy Shocks in Côte d'Ivoire and Kenya, Food Policy, 2001, 26(4), pp. 367-384.

Barrett, C.B., Holden, S., Clay, D.C., Can Food-For-Work Programs Reduce Vulnerability?, in S. Dercon (ed.), Insurance Against Poverty, Oxford University Press, Oxford, forthcoming

Basu, K., Child Labor: Cause, Consequence, and Cure with Remarks on International Labor Standards, Journal of Economic Literature, Vol. 37, no. 2, pp. 1083-1119

Bloom, D.E., Sachs, J.D., Geography, democracy and economic growth in Africa, Brookings papers on Economic Activity, 1998, vol. 2, pp. 207-273

Cadot, O. and J. Nasir 2001 "Incentives and Obstacles to Growth: Lessons from Manufacturing Case Studies in Madagascar". Regional Program in Enterprise Development No. 117. World Bank.

Carter, M.R., May, J., Poverty, Livelihoods, and Class in Rural South Africa, World Development, 1999, 27(1), pp. 1-20

Castro-Leal, Florencia, Julia Dayton, Lionel Demery, and Kaplana Mehra. 1999. "Public Social Spending in Africa: Do the Poor Benefit?" *World Bank Research Observer* 14(1), pp. 49-72.

Cling, J.P. and G. Letilly 2001 "Export Processsing Zones : A threatened instrument for global economy insertion ?" DT/2001/17 Paris: DIAL

Dercon, S., Wealth, Risk and Activity Choice: Cattle in Western Tanzania, Journal of Development Economics, 1998, vol. 55, pp. 1-42

Dorosh, P., Haggblade, S., Lungren, C., Razafimanantena, T., Randriamiarana, Moteurs économiques pour la réduction de la pauvreté à Madagascar, INSTAT/Cornell University, May 2003

Evers, S., Solidarity and Antagonism in Migrant Societies on the Southern Highlands, in L'Esclavage à Madagascar: Aspects historiques et résurgences contemporaines, 1996, pp. 339-346

Freudenberger, K., Livelihoods without Livestock: A study of Community and Household Resource Management in the Village of Andaladranovao, LDI, Madagascar, 1998

Gallup, J.L., Sachs, J.D., Geography and Economic Growth, in B. Pleskovic and J.E. Stiglitz, Eds., Proceedings of the Annual Conference on Development Economics, Washington, 1998, World Bank

Galy, M., Mécanismes Amortisseurs Qui Jouent en Faveur des Ménages Vulnérables: Tamatave et le Vakinankaratra, Juin 1999, CFNPP, Cornell University

Glick, Peter, Jean Razafindravonona, and Iarivony Randretsa (2000). Services d'éducation et de santé à Madagascar: l'utilisation et les déterminants de la demande. Antananarivo INSTAT (also available as Cornell University Food and Nutrition Policy Program Working Paper No. 107. Ithaca, NY).

Glick, P., Razakamanantsoa, M., La distribution des services sociaux à Madagascar : 1993-1999, September 2001, INSTAT/Cornell University

Glick, P., Ramilison, E., Randrianasolo, J.-B., Le marché urbain dans des temps de croissance et de crise : 1993-2002, November 2003, INSTAT/Cornell University

Hentschel, J., Lanjouw, P.O., Lanjouw, P., Poggi, P., Combining Census and Survey Data to study Spatial Dimensions of Poverty: A Case Study of Ecuador, World Bank Economic Review, vol. 14, no. 1, pp. 147-166

Hoddinott, J., Kinsey, B., Child Growth in the Time of Drought, Oxford Bulletin of Economics and Statistics, 2001, Vol. 63(4), pp. 409-436

IFPRI – FOFIFA, Structure and Conduct of Major Agricultural Input and Output Markets and Response to Reforms by Rural Households in Madagascar, Part 1, Final Report, International Food Policy Research Institute - FOFIFA project, 1998

INSTAT, 2003, Etat de la pauvreté à Madagascar en 2001, policy brief, Antananarivo

Kusago, T, and Z. Tzannatos. 1998. "Export Processing Zones: A Review in Need of Update" Social Protection Discussion Paper Np. 9802. World Bank.

Lanjouw, Peter, and Martin Ravallion 1999, "Benefit Incidence, Public Spending Reforms, and the Timing of Program Capture." *The World Bank Economic Review* 13(2).

Loury, G.C., Intergenerational transfers and the distributions of earnings, Econometrica, vol. 49, no. 4, 1981, pp. 843-867

Mistiaen, J., Ozler, B., Razafimanantena, T., Razafindravonona, J., Putting Welfare on the Map in Madagascar, Africa region working paper series no. 34, World Bank, 2002

Moser, C.M., Barrett C.B., The complex dynamics of smallholder technology adoption: the case of SRI in Madagascar, Cornell University working paper, 2003

Nicita, A. and S. Razzaz . 2003."Who Benefits and How Much? How Gender Affects Welfare Impacts of a Booming Textile Industry"(WPS# 3029) World Bank.

Rajemison, H., Haggblade, S., Younger, S., Incidence des taxes indirectes à Madagascar: Estimations mises à jour en utilisant le tableau Entrée-Sortie, INSTAT/Cornell University, August 2003

Randrianarisoa, C., Minten, B., Agricultural land, agricultural production and rural poverty in Madagascar, report submitted to USAID, 2001

Ravallion, M., Reaching the rural poor through public employment : arguments, lessons, and evidence from South Asia, World Bank Research Observer, 1991, 6(1), pp. 153-176

Ravelosoa, J.R., Haggblade, S., Rajemison, H., Estimation des élasticités de la demande à Madagascar à partir d'un modèle AIDS, INSTAT, 1999

Razafindravonona, J., Stifel, D., Paternostro, S., Evolution de la pauvreté à Madagascar: 1993-1999, INSTAT, Antananarivo

Rosenzweig, M.R., Binswanger, H., Wealth, Weather Risk and the Composition and Profitability of Agricultural Investments, Economic Journal, 1993, vol. 103, 416, pp. 56-78

Strauss, J., Thomas, D., Health, Nutrition, and Economic Development, Journal of Economic Literature, vol. 36, no. 2, 1998, pp. 766-817

Von Braun, J., ed., Employment for Poverty Reduction and Food Security, International Food Policy Research Institute, 1995, Washington

World Bank. 1995. Madagascar: Towards a School-Based Strategy for Improving Primary and Secondary Education. Washington, D.C.: World Bank.

World Bank, Education et formation à Madagascar, Rapport économique de la Banque Mondiale, 2002.

World Bank 2000. Education in Madagascar: Policy Directions for the Next Decade. Washington, D.C. Draft.

**Annex: Analytical deliverables produced under the Ilo program**

**1. Pauvreté: Dynamique et causalité**

S1 : Avril 2001 : Razafindravonona, J., Stifel, D., Paternostro, S., Evolution de la pauvreté à Madagascar : 1993-1999

S2 : Juillet 2001 : Randrianarison, J., Randrianjanaka, N., Razafindravonona, J., Stifel, D., Evolution de la pauvreté à Fianarantsoa : 1993-1999

S3 : Janvier 2002 : Stifel, D., Razafimantena, T., Mobilité économique à Madagascar : 1993-1999

S4 : Septembre 2001 : Glick, P., Razakamanantsoa, M., La distribution des services sociaux à Madagascar : 1993-1999

S5 : Août 2003 : Rajemison, H., Haggblade, S., Younger, S., Incidence des taxes indirectes à Madagascar: Estimations mises à jour en utilisant le tableau Entrée-Sortie

S6 : Mai 2003 : Dorosh, P., Haggblade, S., Lungren, C., Razafimanantena, T., Randriamiarana, Moteurs économiques pour la réduction de la pauvreté à Madagascar

**2. Agriculture et Pauvreté**

S7/S8/S9 : Novembre 2003 : Minten, B., Randrianarisoa, C., Randrianarison, L., Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar

**3. Les marchés urbains de travail**

S10/S11 : Novembre 2003 : Glick, P., Ramilison, E., Randrianasolo, J.-B., Le marché urbain dans des temps de croissance et de crise : 1993-2002

**4. Etudes à la demande**

S12: Octobre 2001 : INSTAT - Evaluation des impacts du système de participation financière dans le secteur santé à Faianarantsoa, Mahajanga et Toliara

S13: Février 2002: Minten, B., Razafindralambo, R., Randriamiarana, Z., Larson, B., Tarification de l'eau, le nouveau Code de l'Eau et les pauvres : Une estimation des demandes en services d'eau améliorés à Madagascar

S14: Policy briefs sur l'impact social et socio-économique de la crise politique

S15: Policy briefs sur la situation social et socio-économique post-crise